



mercredi 8 mai 2019

Fausses attaques, vraies urgences

« À la Pitié-Salpêtrière, on a attaqué un hôpital »... a déclaré Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur, après que le 1^{er} mai, des manifestants ont cherché refuge dans l'enceinte de cet hôpital parisien pour fuir les charges de la police et les nuages de lacrymogène qui noyaient les rues environnantes.

Castagneurs de manifestants

Malgré la stupidité d'un tel mensonge, démenti par tous les témoignages dès les heures suivant la déclaration ministérielle, le gouvernement s'acharne à dénoncer une « intrusion violente ». Une thèse qui vise à monter la population contre les manifestants, alors que les « vidéos édifiantes » évoquées comme preuves par Martin Hirsch, le patron des hôpitaux de Paris, montrent des manifestants désarmés, poursuivis à moto et frappés depuis la rue jusqu'aux pieds des bâtiments de l'hôpital.

La casse de l'hôpital

Quant au « sanctuaire » que représenterait l'hôpital public selon Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, il est sérieusement malmené par elle. Les fermetures d'hôpitaux ou de services se multiplient depuis des années, dégradant constamment la qualité des soins dispensés. Au point qu'une patiente a pu mourir au mois de décembre dernier dans le service d'urgences de l'hôpital parisien de Lariboisière, en sous-effectif chronique.

Le personnel des urgences dénonce justement cette situation et a initié une grève depuis le milieu du mois d'avril dans de nombreux hôpitaux de la France entière, une réalité que la ministre choisit d'ignorer... jusqu'à faire retirer les banderoles des grévistes de la Pitié-Salpêtrière lors de son intervention devant les caméras pour dénoncer des attaques imaginaires !

La détermination des Gilets jaunes

Samedi dernier, ce sont les Gilets Jaunes, les prétendus « casseurs », qui ont pris l'initiative d'une manifestation faisant le tour des hôpitaux parisiens en scandant « Du fric pour l'hôpital public », chaleureusement accueillis par le personnel massé aux fenêtres, alors que les entrées étaient barricadées par les directeurs apeurés.

Car les manifestations se poursuivent. Le gouvernement se console chaque samedi en mettant en avant une mobilisation en baisse. Un phénomène inévitable au bout de six mois de mobilisation constante... et de répression croissante. Mais malgré des milliers de condamnés, de blessés, et des dizaines de mutilés, le mouvement des Gilets jaunes non seulement se maintient, s'organise, mais il occupe désormais une place centrale dans le pays, créant une brèche dans laquelle pourraient s'engouffrer tous ceux qui veulent combattre la politique patronale de Macron.

La prime « Gilet Jaune » versée dans l'urgence au mois de décembre, comme la récente promesse de réduction de l'impôt sur le revenu, sont autant de preuves de la force de cette mobilisation qui bouscule nos gouvernants. Et la manifestation du 1^{er} mai dernier a été la plus importante en nombre depuis des années et, de loin, la plus dynamique, avec la participation des Gilets jaunes.

Tous ensemble !

Mais toutes ces concessions à la marge n'empêchent pas Macron de poursuivre coûte que coûte sa politique au service des plus riches. Ses petites annonces, censées clôturer « le grand débat », montrent clairement qu'il « entend garder le cap » (augmentation de la durée de cotisation pour les retraites, baisse de l'impôt sur les bénéficiaires des sociétés, baisse des dépenses publiques...), le tout assaisonné de déclarations inspirées des thèmes nauséabonds de l'extrême droite sur l'immigration et l'islam.

La plupart des Gilets jaunes ne se trompent pas sur ces fausses promesses et ces vraies menaces. Nous avons toutes les raisons de ne pas en être dupes non plus. Il est temps de tous se retrouver, dans la rue et dans les grèves.

Bouteilles à la mer dans un océan numérique...

Nous étions beaucoup à avoir choisi de conserver nos fiches de paie en version papier et ne pas passer en version internet. Nous nous attendions à ce que notre chef continue à nous la donner vers le 30 de chaque mois. La direction fait-elle exprès de défavoriser la version papier ? Ou veut-elle nous habituer à nous passer de feuilles de paye ?! Les feuilles de paye ne sont arrivées que vendredi 3 mai, et nous avons appris que le service des payes avait été délocalisé au Maroc... Économiser sur le papier, sur les payes des salariés au Maroc, PSA est prêt à tout pour ses petites économies.

PSA, casseur d'emplois

PSA Mulhouse a annoncé le passage de 3 équipes à une et demi à la fin l'année, avec l'arrêt de la 2008. La direction va donc supprimer environ 1 000 postes. Les CDI de nuit vont être contraints d'aller en journée et des centaines d'intérimaires vont se retrouver au chômage dans une région qui dépend surtout de l'activité de PSA. À Mulhouse, la situation est folle car les productions de DS7 et 508 entraînent de fortes charges de travail et 21 séances de travail supplémentaires sont prévues, certaines lors de 3 jours fériés.

Répartir régulièrement le travail, consacrer les milliards des actionnaires pour maintenir les emplois, ce serait logique mais ce n'est pas la logique du capitalisme.

Nouveau monde et vieille ordure

Jean-Michel Fauvergues, député LREM et ancien patron du Raid, l'équivalent policier du GIGN, a déclaré la semaine dernière sur un plateau télé que la police parisienne devait « oublier Malik Oussekin » ce jeune parisien tabassé à mort par la police en marge des manifestations étudiantes de décembre 1986. Bref, d'après lui, ce souvenir ne devrait pas empêcher la police de fracasser tout ce qui bouge pendant les manifestations. En effet : depuis le début du mouvement des Gilets jaunes, on a pu constater que la police ne se gênait pas pour frapper voire mutiler tout manifestant tombant entre ses mains.

Un 21^e siècle tendance 19^e

Uber a déjà été sous les feux de la rampe pour la faiblesse des salaires, l'hypocrisie du statut d'auto-entrepreneur imposé aux livreurs qui sont pieds et poings liés face à l'entreprise.

Un autre sujet émerge depuis peu, le travail des mineurs. Profitant du manque de contrôle de ces entreprises, des jeunes mineurs de milieux populaires, parfois collégiens, essaient de gagner un peu d'argent quitte à mettre en péril leur scolarité, quand ce n'est pas leur vie, en livrant des repas.

Uberat, Deliveroo et autres plate-formes de livraison prétendent étudier le problème mais ferment en fait les yeux. Le retour au travail des enfants, quel progrès l'Uberisation !

Algérie, les prétendus dégageurs dégages

La mobilisation ne faiblit pas en Algérie. Ces derniers vendredis, les Algériens sont sortis massivement dans la rue.

Dans ces manifestations, on a vu une nouveauté parmi les slogans demandant que notables du régime et « voleurs » s'en aillent tous. Le général Gaïd Salah, le chef d'état-major de l'armée, qui depuis des semaines s'est érigé en organisateur de la « transition » et du « dégageisme », en a pris largement pour son grade, avec panneaux et slogans « Gaïd Salah dégage ». Les manifestants veulent changer tout le système, et ne tombent dans le panneau de la prétendue « transition ».

Silence, on tue

Des journalistes du média Disclose ont révélé que des armes vendues par la France servaient bien massivement dans les bombardements menés par l'Arabie Saoudite depuis 2015 contre la population du Yémen. Le gouvernement fait semblant d'ignorer les conséquences meurtrières de son commerce sordide au profit de ses amis dictateurs et des patrons de l'armement... Sa seule réponse face à ces révélations ? La Direction générale de la sécurité intérieure a convoqué trois journalistes qui ont publié les documents classés « secret défense » et initié une enquête contre eux.

Ils défendent leurs collègues, défendons les libertés ouvrières et syndicales !

Depuis 2017, avec de fausses accusations, PSA veut faire condamner 9 militants de la CGT de PSA Poissy qui ont osé défendre leurs collègues et refusent de baisser la tête face à la direction.

Soyons nombreux au rassemblement vendredi 17 mai à 12h devant la Cour d'Appel de Versailles pour les soutenir !